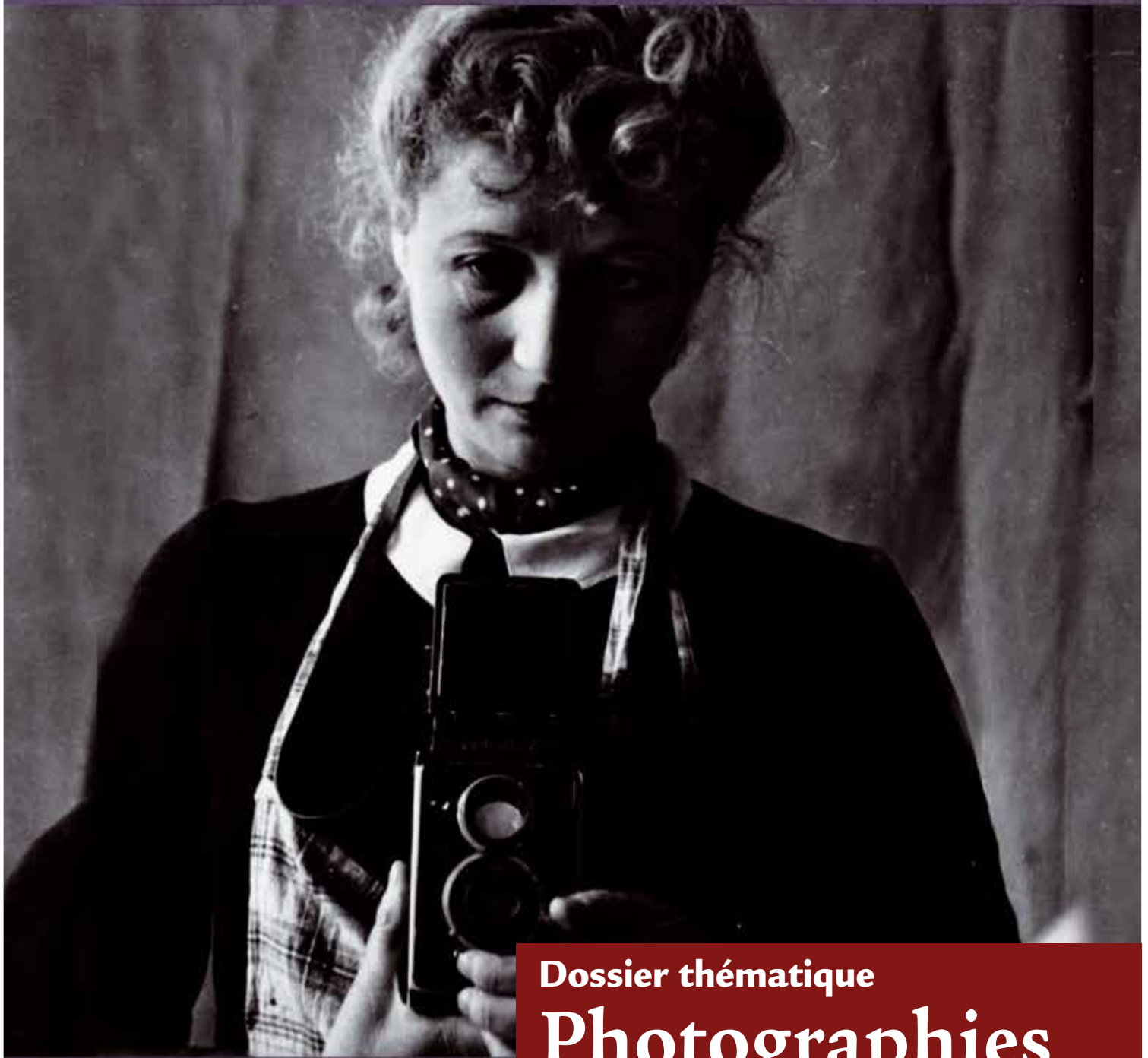


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 78 – septembre 2014 – 5,50 €*



Dossier thématique

Photographies et Résistance

Il y a soixante-dix ans Quelques dates pour se souvenir

Dans cette rubrique, nous poursuivrons, pendant toute la durée du 70^e anniversaire, l'évocation des grands événements ayant marqué la Résistance intérieure. Cette chronologie n'a bien sûr rien d'exhaustif et n'a pour seule ambition que de rappeler quelques grandes dates jalonnant son histoire.

Troisième trimestre 1944

Musée de l'ordre de la Libération



Vassieux-en-Vercors. Des maquisards récupèrent les containers renfermant armes et munitions lors d'un parachutage allié.

21 juillet 1944

Assaut allemand contre le maquis du Vercors. Après la réussite du débarquement de Normandie, les Alliés restent bloqués près de deux mois dans le Cotentin. C'est une période critique pour la Résistance, que les Alliés ont partout lancé dans l'action sans en prévoir les conséquences. Les parachutages d'armes deviennent massifs, mais avec très peu d'armes lourdes (armes antichars et mortiers). La plupart des zones libérées par la résistance le 6 juin sont réoccupées. Après le Mont-Mouchet en juin, le cas le plus dramatique est celui du maquis du Vercors, où l'effectif rassemblé atteint 4000 hommes dans l'été 1944. Ce plateau isolé devient un des premiers endroits de métropole où est rétablie la République, avec une administration, un tribunal et une presse libre. Mais entre le 21 et le 23 juillet il subit la plus importante attaque menée en Europe de l'Ouest par la *Wehrmacht* contre un maquis. Il est dispersé avec de lourdes pertes (456 tués dont 130 civils massacrés), après avoir vainement attendu des renforts parachutés. Le Vercors est l'exemple extrême de la difficulté des liaisons entre des états-majors alliés sans véritable doctrine d'emploi de ces civils armés,

et des résistants désireux de les influencer pour trouver leur place dans la bataille en cours. Entre les deux, les services français de Londres et d'Alger ont joué un rôle ingrat, ne pouvant proposer à la résistance que des plans élaborés dans l'ignorance de la stratégie alliée et des moyens d'exécution qui seraient mis à leur disposition.

25 août

Paris est libéré après une semaine d'insurrection. Dès le premier jour, le 19 août 1944, la résistance s'empare des principaux édifices publics. Après une trêve relative de deux jours, des centaines de barricades sont édifiées avec l'aide des Parisiens. Les escarmouches se succèdent avec la garnison allemande, retranchée dans quelques points d'appui, jusqu'à l'arrivée de la 2^e Division blindée du général Leclerc et d'une division américaine. Celles-ci obtiennent en une journée de combat, le 25 août, la reddition des défenseurs. La libération de Paris n'est certainement pas une grande victoire militaire. La capitale n'était pas un enjeu stratégique pour les Allemands en pleine retraite, défaits en Normandie depuis la mi-août et pris en tenaille

au même moment par le débarquement de Provence. Ni pour les Alliés qui les pourchassaient sans relâche et auraient préféré contourner la capitale. Mais c'est une réussite politique remarquable. Pour une fois, les résistants ont forcé les Alliés à infléchir leurs plans. Par ailleurs, les différences tendances de la Résistance ont réussi à surmonter leurs désaccords tactiques, et ceci dans l'endroit même où étaient réunis tous les services centraux de l'État clandestin.

26 août

Défilé de la Libération, à Paris. Le général de Gaulle descend à pied les Champs-Élysées, accompagné des chefs de la Résistance et des généraux de la France libre. Le plébiscite qui lui est réservé par les Parisiens parachève le processus d'effondrement immédiat de l'État vichyste dans toute la France. Dès le 14 juin, à Bayeux, de Gaulle a pu tester sa popularité en Normandie, dans la tête de pont alliée, et installer un commissaire de la République qui le représente. Et en août, à partir de la percée du front allemand par les Alliés, dans chaque ville libérée, les représentants de la Résistance (Comités de Libération, préfets et commissaire régionaux de la république) ont pris le pouvoir sans coup fêrir et rétabli la légalité républicaine. La Milice et les autres collaborateurs français des Allemands fuient partout dans les fourgons de l'occupant. ●



Le général de Gaulle entouré des chefs de la Résistance et des généraux de la France libre s'apprête à descendre les Champs-Élysées le 26 août 1944.

USIS/ Coll. Musée du général Leclerc de Hauteclerc et de la Libération de Paris- Musée Jean Moulin (Paris Musées) de Paris)



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Photographies et Résistance

- Les photographies de la Résistance intérieure p. I
- Les portraits de résistants : l'exemple de Jean Moulin p. III
- Le regard de l'ennemi p. IV
- Les « planques » et les hébergements p. V
- Les manifestations publiques de la Résistance p. VI
- Les maquis p. VII
- La Résistance photographiée à la Libération p. VIII

Mémoire et réflexions

- Il y a soixante-dix ans.
- Quelques dates pour se souvenir. p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie p. 4
- Activités du département AERI..... p. 4
- Activités du département documentation et publications..... p. 8

Les activités de MER

- Association des amis de la Fondation de la Résistance..... p. 5

Livres..... p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Michel Ambault, Fabrice Bourrée, Paulina Brault, Elisabeth Helfer-Aubrac, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Hélène Staes.
Maquette, photogravure et impression : humancom, 48 rue de Dantzig 75015 Paris.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 78 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1115A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chaurès. Cône conçu et réalisé par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le mot du Président

Les commémorations du 70^e anniversaire du débarquement de Provence et de la Libération de Paris, qui ont suscité une forte adhésion de nos concitoyens, ont permis de mettre en lumière le rôle de la Résistance dans la Libération du territoire national.

La Fondation fut naturellement associée aux différentes cérémonies marquant ces anniversaires. J'ai moi-même assisté, le 15 août, à l'hommage rendu à l'action de la Résistance, au Mont Faron, puis, à bord du porte-avions Charles de Gaulle, à la revue navale associant les marines alliées et les marines d'Algérie, du Maroc et de Tunisie.

En dépit des réserves de Churchill qui aurait préféré un débarquement dans les Balkans, le débarquement de Provence complète des opérations lancées en Normandie en prenant en tenaille les forces allemandes pour les contraindre à une retraite jusqu'au Rhin.



Le mot du Président

L'apport des forces de la Résistance provençale dans le succès et la rapidité de l'opération Anvil, souvent sous-estimé et méconnu de nos contemporains, est rappelé par le général de Gaulle en ces termes : *« la marche en avant fut grandement facilitée par l'action des maquisards. L'usure à laquelle ceux-ci avaient soumis l'ennemi, le fait qu'ils s'étaient, à mesure, rendus maîtres d'une grande partie des itinéraires à suivre, le renfort qu'ils apportaient aux unités régulières, avaient compté pour beaucoup dans ce résultat foudroyant. Le 12 septembre, au terme de la grande poursuite, 120 000 Allemands se trouvaient en captivité française, pris tant par la 1^{re} Armée que par les forces de l'intérieur et par la 2^e Division blindée. C'était le tiers du total des prisonniers faits par l'ensemble des armées alliées. »* ⁽¹⁾

En plus de fixer l'ennemi par des opérations de guérilla contribuant à éparpiller les troupes allemandes, une des missions des FFI est de guider les troupes débarquées. Ainsi, René Char, alias capitaine Alexandre, responsable de la section atterrissage et parachutage de la région R2, conduisit-il les troupes américaines à travers le Vaucluse et les Basses Alpes.

La Résistance fournit également de nombreux renseignements comme le relevé très précis du système allemand de Frontignac à Menton (comprenant les ouvrages de Toulon et de Marseille). Ces précieuses informations, permettent au colonel Zeller, commandant des FFI des Alpes, de convaincre le général de Lattre de Tassigny puis le général Patch de marcher sur Grenoble une fois le littoral libéré.

Les forces de la Résistance participent également aux insurrections urbaines, comme à Marseille et Toulon, ce qui contribue à isoler l'ennemi et hâter l'arrivée des Alliés puis, prennent part aux combats aux côtés des troupes de De Lattre.

C'est ce même rôle que jouera la Résistance à Paris. N'étant pas un objectif stratégique pour les Alliés, qui préféraient un contournement de la Capitale, les combats menés depuis l'insurrection du 19 août forcèrent le général Eisenhower à changer ses plans pour envoyer la 2^e Division blindée du général Leclerc appuyée de la 4^e Division d'infanterie américaine venir en aide à la Résistance.

Ce pari audacieux permit au général de Gaulle d'installer le Gouvernement Provisoire de la République dans la Capitale, moment fort dans la reconquête de l'indépendance française et dans la refondation de ses institutions républicaines. La libération de Paris marqua pour le Monde une étape essentielle vers l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne.

(1) *Mémoire de guerre* Tome II « Le salut 1944-1946 », Paris, Plon, 1959, 1990, p.26



Jacques Vistel

Président de la Fondation de la Résistance

Activités du département recherche et pédagogie

Chercheurs en Résistance

En mars 2014 est paru un ouvrage issu de deux séminaires de recherche organisés par le Centre d'histoire et de recherche sur la Résistance ⁽¹⁾. La plupart des jeunes chercheurs y contribuant ont été soutenus à titre individuel par la Fondation, qui a également appuyé l'organisation des séminaires et leur publication.

Sept auteurs de thèses récentes nous font découvrir « l'arrière-cuisine » de l'historien : ils y exposent sans fard les problèmes méthodologiques rencontrés durant leur thèse et font le point sur les sources utilisées, anciennes ou nouvelles. Ce type d'approche (courageux, donc rare) est particulièrement bienvenu s'agissant de la Résistance. Il fait toucher du doigt les difficultés propres à son historiographie, tout en faisant le point sur des sujets parfois controversés : la



fiabilité des archives propres à la Résistance (dossiers d'homologation et témoignages : Julien Blanc) ou aux forces de répression (la gendarmerie : Emmanuel Chevet), les rapports entre la Résistance et Vichy (à travers la catégorie des « vichysto-résistants : Johanna Barasz), entre la France libre et la Résistance intérieure (vus du BCRA : Sébastien Albertelli), entre la Résistance et la société française (via le cas de la Corse : Sylvain Gregori), le discours des résistants sur eux-mêmes et la question du légendaire (chez les grands mouvements de zone Sud : Cécile Vast).

L'article de Thomas Fontaine sur sa thèse (encore inédite) relative aux déportations de répression en France occupée, montre combien ses travaux sont complémentaires de ceux de Cédric Neveu sur la Moselle annexée et de Laurent Thierry sur le Nord rattaché au commandement

militaire allemand de Bruxelles ⁽²⁾. Dans le ressort du Commandement militaire allemand en France, les déportations « hors persécution juive » concernent 60 000 personnes. Le pluriel permet seul de rendre compte de ce processus. Car on doit prendre en compte à la fois les objectifs, toujours à dominante répressive, des services chargés en France des arrestations, et les politiques de déplacement forcé vers le *Reich*, qui évoluent avec la guerre et l'extension de l'occupation et combinent de façon changeante destinations concentrationnaire et carcérale. Même si les grands convois de 1943-1944 ont aussi pour objectif d'alimenter en main-d'œuvre servile l'économie de guerre du *Reich*, ils participent d'un dispositif qui cherche la réponse la plus adaptée à la montée des oppositions. La distinction majeure opérée par les Allemands ne passe pas entre « résistants » et « autres », mais tend à singulariser de diverses manières les éléments les plus dangereux parmi les résistants. ●

Bruno Leroux

(1) *Chercheurs en résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, sous la direction de Julien Blanc et Cécile Vast, Presses Universitaires de Rennes, 172 p., 16 €.

(2) Voir la rubrique « Nous avons lu » (cf. p. 6 et 7).

Activités du département AERI

Les nouveautés du Musée de la Résistance en ligne (1940-1945)

L'exposition de préfiguration sur **le Vercors Résistant** a été présentée le 12 juin 2014 aux élus et aux associations à Villard-de-Lans, très intéressés par ce travail. L'exposition définitive sera en ligne en 2015.

Les équipes poursuivent les recherches visant à la réalisation d'expositions sur la Résistance en **Provence-Alpes-Côte d'Azur** et en **Ardèche**.

« La libération de l'Ile-de-France » (mise en ligne le 1^{er} août 2014)

Avec le soutien du Conseil régional Ile-de-France et la participation de près de soixante partenaires (services d'archives, musées, sociétés historiques, particuliers...)

Conçue à partir de nombreux documents de types différents (plus de 600 notices : photographies, affiches, documents d'archives, tracts, objets, archives audiovisuelles, presse de la Libération...), cette exposition virtuelle présente l'histoire de la libération de Paris et de l'Ile-de-France en sept thématiques :

- la montée en puissance (14 juillet - 18 août 1944),
- l'insurrection (19 - 24 août 1944),
- la Libération de Paris (24 - 26 août 1944),
- la Libération de la région Ile-de-France (15 - 31 août 1944),
- les comités de Libération,
- l'épuration,
- jusqu'à la Victoire.

Vous pouvez accéder directement à cette exposition virtuelle à l'adresse suivante :

<http://www.museedelaresistanceenligne.org/expo.php?expo=84>



Carte interactive « Ile-de-France 1940-1944 » (mise en ligne en septembre 2014)

Réalisée avec le soutien du Conseil régional Ile-de-France, la carte interactive « Ile-de-France 1940-1944 » a pour objectif de recenser et de montrer :

- des documents (archives, photos, films, témoignages...) présentant les événements de la libération de l'Ile-de-France,
- les plaques commémoratives, stèles et monuments liés à l'histoire de la Résistance et de la Libération dans la région.

Des lycéens et des collégiens de la région vont être invités à participer à l'enrichissement de la base de données des lieux de mémoire, grâce aux plaques, stèles et monuments se trouvant dans leur commune.

Vous pouvez contribuer à cette carte interactive des lieux de mémoire en Ile-de-France en nous communiquant des photos des plaques, stèles et monuments de votre ville ou village. Chaque photographie doit être accompagnée d'une localisation précise.

Adresse de contact : musee@aeri-resistance.com ●

Fabrice Bourrée

LA LETTRE

Photographies et Résistance

Ce dossier thématique est en lien avec les programmes d'Histoire de l'enseignement secondaire sur la Résistance. Il peut également donner des pistes dans le cadre de l'histoire des arts. ■

Les photographies de la Résistance intérieure

Par Frantz Malassis

Si de nombreux événements militaires et civils de la Seconde Guerre mondiale ont été largement couverts par les photographes professionnels et amateurs, il existe très peu de clichés authentiques de la Résistance intérieure française pris durant la période clandestine.

Bien sûr, on trouve les traces photographiques des activités de la Résistance dues aux services officiels diffusées avec parcimonie dans la mesure où elles pouvaient servir la propagande nazie ou vichyste ⁽¹⁾. De leur côté les résistants et leurs sympathisants, en règle générale, ne souhaitaient pas s'encombrer de photographies qui auraient pu devenir autant de preuves compromettantes si elles tombaient aux mains de l'ennemi. Cependant, à certaines occasions, ils passaient outre ces consignes de sécurité, en particulier dans le cas de manifestations collectives et publiques de résistance, qui pouvaient attester de l'état de l'opinion française. Ainsi, le 10 mars 1943 en gare de Romans-sur-Isère (Drôme), éclate un mouvement de protestation lors d'un départ pour l'Allemagne de jeunes requis pour le Service du Travail Obligatoire (STO). Paul Deval, journaliste au *Petit Dauphinois*, sollicité par la Résistance prit plusieurs clichés de cet événement (cf. article p.VI).

D'où viennent ces photographies ?

Les photographies qui se rattachent à la période clandestine de la Résistance intérieure française ont des origines très diverses.

Il peut s'agir :

- de photographies prises ou utilisées par les agents de la répression. Elles peuvent être de type administratif : relevés photographiques des dégâts consécutifs à des sabotages, photographies prises lors d'enquêtes policières (reconstitutions, photographies anthropométriques de résistants arrêtés...) Elles peuvent aussi avoir un caractère beaucoup moins officiel, notamment les photos d'arrestation ou d'exécution de résistants. Celles-ci ont très souvent été récupérées à la Libération sur des prisonniers allemands ou français des forces de répression, ou parfois dès l'Occupation parce qu'elles avaient été discrètement tirées en double par des photographes professionnels chargés de les développer. La photographie célèbre dite du « fusillé souriant » prise en octobre 1944 dans un fossé du château de Belfort en témoigne (cf. article p.IV) ;



Photo Julia Pirotte- Droits réservés succession Julia Pirotte. Coll. Musée de la Photographie, Charleroi

Marseille 1942, autoportrait de Julia Pirotte.

- de clichés pris clandestinement par des photographes professionnels en lien avec la Résistance comme André Gamet ou résistants eux-mêmes comme Israël Bidermanas alias Izis ou Julia Pirotte (cf. encadré p.II) ;
- de vues prises par des photographes amateurs, résistants ou non ;
- ou bien encore de photographies d'agences officielles accréditées.

Le point commun de tous ces documents aux origines et motivations si variées est leur rareté qui explique la très large diffusion de certains d'entre eux, dès la Libération, dans les journaux, les expositions et plus tard dans les manuels scolaires. Devenues des icônes de la Résistance pour le large public, leurs légendes sont imprécises, voire erronées tant sur leur localisation, leur datation, et même l'histoire des événements qu'elles décrivent.

Les reconstitutions : un ardent témoignage a posteriori des événements

Au moment de la Libération des photographes professionnels –notamment ceux des différents services photographiques alliés qui vont suivre la

SOMMAIRE

- Les photographies de la Résistance intérieure p. I
par Frantz Malassis
- Les portraits de résistants : l'exemple de Jean Moulin p. III
par Frantz Malassis
- Le regard de l'ennemi p. IV
par Bruno Leroux et Frantz Malassis
- Les « planques » et les hébergements p. V
par Bruno Leroux
- Les manifestations publiques de la Résistance p. VI
par Frantz Malassis
- Les maquis p. VII
par Frantz Malassis
- La Résistance photographiée à la Libération p. VIII
par Frantz Malassis

Pour en savoir plus sur les photographies de la Résistance intérieure

La parution de *La Lettre* est désormais accompagnée par la mise en ligne d'une exposition virtuelle en complément du dossier thématique. Dès maintenant, sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), vous pourrez donc retrouver de nombreuses photographies de la Résistance intérieure.

progression des unités combattantes – multiplient les reportages sur la Résistance. C'est la période durant laquelle ils réalisent de nombreuses photographies de reconstitution pour combler l'absence de documents d'époque : impression et diffusion de la presse clandestine, saboteurs ou opérateurs radio en action...

Ainsi, pendant l'hiver 1944, Robert Doisneau photographie l'activité des imprimeurs ayant travaillé pour la Résistance. Une quarantaine de ses clichés sont publiés en mars 1945 dans le numéro de la revue *Le Point* dédié aux imprimeries clandestines. Même si ces reconstitutions ne sauraient être considérées comme des documents authentiques d'un point de vue historique, elles représentent un témoignage des résistants sur leur propre expérience. Doisneau y exprime le point de vue d'un opérateur complice de ses modèles, de la communauté de résistants qu'il photographie et dont il partage les valeurs, puisqu'il a lui-même fabriqué des faux papiers. Au-delà de l'hommage rendu, ses photographies constituent une source d'informations sur les procédés de fabrication et de diffusion de la presse clandestine, mais également sur l'ambiance et la physionomie de ces ateliers typographiques sous l'Occupation.

Qu'est-ce qui a motivé les photographes ?

Il est parfois difficile de connaître l'intention réelle qui a animé l'auteur d'un cliché. On peut néanmoins classer les photographies prises pendant la période clandestine de la Résistance en cinq catégories :

- les photographies prises par des acteurs ou témoins de la Résistance dans un but de contre-propagande, pour être diffusées à l'époque dans les journaux clandestins ou la presse du monde libre, comme celles prises à l'occasion des manifestations patriotiques de 1943 (cf. article p.VI) ;

- les photographies prises par les mêmes protagonistes sans perspective de diffusion immédiate, pour fixer clandestinement sur la pellicule un bout d'histoire, voire pour apporter dans le futur la preuve de leur action, mais avec la conscience du risque encouru. La photographie a ici valeur de témoignage pour l'avenir, avec toute une série de connotations possibles. Chaque cas est particulier, comme la photographie de la famille Fillerin aux côtés des aviateurs qu'elle cache (cf. article p.V) ;

- les photographies publiques ou privées à caractère plus anodin, qui ne montrent pas explicitement d'action de Résistance mais dont la signification « résistante », transgressive, est connue de ceux qui en sont les protagonistes : photos d'identité sur des faux papiers, photos de famille avec des enfants juifs cachés, photos de camarades de résistance⁽²⁾... Elles constituent a posteriori des formes de témoignages involontaires et sont parfois le dernier souvenir d'une camaraderie clandestine ;

- les photographies prises par des acteurs de la répression à titre privé, conçues comme des « trophées » représentant l'arrestation ou l'exécution de résistants, l'opérateur y porte un regard sur ses victimes, parfois morbide et dérangeant (cf. article p. IV). Certaines de ces photos, récupérées sous l'Occupation, ont été diffusées par la presse clandestine.

- les photographies de type administratif ou officiel, qui enregistrent l'activité de la Résistance. Il s'agit pour la plus grande part de photographies prises dans le cadre d'enquêtes menées au service de l'occupant ou de Vichy. Un cas intermédiaire est représenté par certaines photographies émanant d'agences privées autorisées sous Vichy, et qui témoignent de certaines formes de résistance sans qu'on sache dans quel but la prise de vues a été faite puis conservée. Lors

d'une prise de vue, un photographe ne maîtrise pas tout, et il n'est pas rare que l'image conserve quelque chose d'inattendu, éloigné de l'intention originelle de son créateur. Parfois, seule une analyse attentive du document peut mettre en évidence ces indices (regard réprobateur d'un spectateur en arrière-plan, attitude différente d'une personne dans la masse d'une foule). Siegfried Kracauer parle, à ce propos, de « porosité » des images « perméables aux manifestations aléatoires de la vie »⁽³⁾.

Les articles qui suivent n'ont pas pour ambition de dresser une histoire de la photographie de la Résistance mais plutôt de présenter des pistes de réflexion amenant à changer notre regard sur ces archives photographiques. Longtemps, ces photographies n'ont servi que d'illustration à des textes d'ouvrages ou à des articles sur la Résistance. Elles n'étaient pas un objet d'étude en soi. Pour ces raisons, les photographies qui sont devenues les plus emblématiques parce qu'elles incarnaient de façon générale une action, une forme de lutte de la Résistance, ont paradoxalement été les moins bien légendées. Elles ont acquis le statut d'icônes décontextualisées. ■

Toutes les références de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* citées dans les notes sont téléchargeables depuis le site www.fondationresistance.org à la rubrique « Publications et éditions ». On peut également retrouver ces articles dans la rubrique « Autour d'une photographie » sur ce même site

(1) Comme le graffiti « 1918-1943 » tracé à la craie sur un mur d'immeuble publié dans le premier numéro de l'année 1944 du magazine illustré *Signal*.

(2) Citons la photographie, conservée dans les collections de la Fondation de la Résistance, de trois étudiants membres de Défense de la France (Geneviève de Gaulle, Marguerite-Marie Houdy et Hubert Viannay) prise à Taverny au printemps 1943, trois mois avant l'arrestation de deux d'entre-eux.

(3) Siegfried Kracauer, *L'Histoire des avant-dernières choses*, Paris, Stock, 2006, p. 251.

Siegfried Kracauer (1889-1966) journaliste, sociologue et critique de cinéma allemand, est une figure marquante de la gauche intellectuelle sous la République de Weimar. Ses études des phénomènes de société l'amènent à bâtir une méthode analytique pour découvrir l'aspect caché du cinéma et de la photographie.

En 1939, l'agence de presse belge Foto Waro lui confie un reportage dans les pays baltes. Le 1^{er} septembre, elle y apprend l'invasion de la Pologne et regagne difficilement la Belgique.

Le 10 mai 1940, la Belgique est à son tour envahie, Julia Pirotte emportée par le flot de l'exode se réfugie à Marseille. Dès juillet 1940, elle y poursuit son activité de photographe professionnelle, en particulier, à partir de 1942, comme photo-reporter pour la revue *Le Dimanche illustré*, tout en s'engageant dans la résistance au sein des FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans-Main d'œuvre immigrée) dont elle devient agent de liaison (transport de matériel de propagande et d'armes) et pour lesquels elle fabrique des faux-papiers nécessaires à ses camarades. Fin août 1944, intégrée à la compagnie Marat des FTP-MOI elle participe à l'insurrection de

Pour approfondir

Bibliographie sélective

Pour retracer le parcours de certains photographes professionnels ayant représenté la Résistance

- Jean Dieuzaide et Charles Mouly (pour les textes), *Toulouse 1944-1969, mon album de photographies*, Toulouse, éditions Briand, 1998, 122 p.

- Jean-Marc Le Scouarnec, Jean Dieuzaide, *La photographie d'abord*, éditions Contrejour, 2012.

- André Gamet, *Mémoires photographiques*, Lyon, Aedelsa, 2005, 191 p.

- André Gamet, *Lyon d'ombre et de lumière 1937-1950*, éditions de la Martinière et Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, 1997, 127 p.

- Julia Pirotte, *Une photographe dans la Résistance*, Musée de la photographie à Charleroi, Centre d'art contemporain de la Communauté française de Belgique, 1994, 104 p.

Sur les agences de presses sous l'occupation

- Françoise Denoyelle, *La photographie d'actualité et de propagande sous Vichy*, éditions du CNRS, 2003, 420 p.

Un reportage d'un résistant sur son maquis

- Paul Jansen, *Les photos de Marcel Jansen. Reporter au maquis*, Valence, éditions Peuple Libre, 1994, 80 p.

Sitographie :

- Dans la rubrique « Autour d'une photographie » du site internet de la Fondation de la Résistance www.fondationresistance.org (accessible grâce à ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/rech_doc/photo.htm) vous trouverez les analyses de nombreuses photographies (manifestations patriotiques, maquis, Libération...)

- Des ressources sont accessibles depuis la base médias du Musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Julia Pirotte (1907-2000), une résistante-photographe

Gina Diamant est née en 1907 en Pologne dans une famille pauvre. Fille d'un mineur juif, elle est poursuivie et emprisonnée pendant quatre ans (1925-1929) pour activités communistes.

En 1934, de nouveau menacée d'arrestation, elle quitte la Pologne et se réfugie en Belgique où elle se marie en 1935 avec Jean Pirotte, militant ouvrier belge. Elle partage, dans un premier temps, la condition ouvrière, tout en ayant des activités syndicales et en écrivant des articles notamment dans la revue *Femme*. Puis, sur les conseils de Suzanne Spaak, elle s'inscrit à un cours de photographie et de journalisme.

Marseille qu'elle photographie. Ses images sont alors publiées dans *La Marseillaise* et *Rouge Midi* auxquels elle collabore en tant que journaliste et photographe. On lui doit, entre autres, un très beau reportage sur la vie du maquis de Vennelle (pays Aixois) à l'été 1944. Retournée en Pologne en mars 1946, elle veut contribuer à la reconstruction de son pays. Elle fonde alors l'agence photographique Waf, forme de jeunes photographes dans les conditions précaires de l'époque tout en poursuivant sa carrière de reporter-journaliste notamment pour le périodique militaire *Zolnierz Polski* (soldat polonais). Elle est une des rares photographes à pouvoir prendre des images du pogrom de Kielce en juillet 1946.

Son travail sera redécouvert dans les années 1990, après la chute du Mur de Berlin.

Les portraits de résistants : l'exemple de Jean Moulin

Par Frantz Malassis

Comme toute image, la photographie ne peut constituer à elle seule une preuve irréfutable du sens de l'événement qu'elle représente. Vecteur d'émotion, elle nourrit l'imaginaire individuel et collectif. Elle est un point de vue qui doit être contextualisé. En revanche, ce qu'elle apporte de plus qu'un texte, ce sont les visages, les regards, les attitudes des personnes représentées. Aussi, très souvent, lorsque l'on retrace le parcours d'un résistant, on s'attache à retrouver son portrait de l'époque pour donner de « l'humanité », de la « chair » à un texte parfois distancié. Cependant, une photographie exhibe autant qu'elle dissimule et il faut, dans bien des cas, ne pas prendre pour argent comptant les légendes qui orientent l'impact de la photographie dans le sens de son émetteur ou de ceux qui les l'utilisent. Un beau cas d'école nous est fourni par les photographies de Jean Moulin passées à la postérité⁽¹⁾.

Tout le monde connaît le portrait de Jean Moulin le statufiant en archétype du résistant clandestin coiffé de son feutre au bord rabattu pour rester incognito et échapper à toute poursuite. « Icône de la Résistance » très souvent reproduite, la légende de ce cliché a longtemps situé sa prise de vue après sa tentative de suicide du 17 juin 1940, pour expliquer que son écharpe aurait dissimulé sa cicatrice au cou. La vérité est tout autre puisque ce portrait a été pris au cours de l'hiver 1939, bien avant l'invasion allemande, par son ami Marcel Bernard, près de la promenade du Peyrou, aux Arceaux à Montpellier. Jean Moulin est alors préfet d'Eure-et-Loir. La physionomie de Max dans la clandestinité est bien différente de celle de l'hiver 1939-1940. Les résistants qui l'ont côtoyé dans la clandestinité attestent que ses traits sont creusés, fatigué qu'il est alors par la dure vie de résistant traqué.



Jean Moulin dans les jardins de la préfecture d'Eure-et-Loir (Chartres), fin juin 1940 à sa droite se tient le major von Guttingen, Feldkommandant.

Tout aussi connues sont les photographies de Jean Moulin prises à Chartres fin juin 1940 dont certaines en « compagnie » du Feldkommandant. Pris quelques semaines après son premier acte d'opposition du 17 juin 1940 et avant qu'il ne soit révoqué par les autorités de Vichy, ces clichés ont fait souvent l'objet d'interprétations erronées voire fallacieuses. Certains ont affecté de voir dans la présence de l'officier allemand à côté de Jean Moulin la « preuve » d'une collaboration affichée. C'est ainsi que l'on mesure la nécessité de rechercher le contexte de la réalisation d'une photographie et d'en connaître la destination initiale.

Le 17 juin 1940, Jean Moulin refuse de signer un document allemand accusant les troupes noires de l'armée française de massacres de civils, victimes en fait de bombardements allemands. Après avoir été frappé et injurié durant toute la journée, Jean Moulin est enfermé dans la conciergerie de l'hôpital civil de Chartres en compagnie d'un prisonnier sénégalais. Craignant de céder, Jean Moulin tente dans la nuit de se suicider en se tranchant la gorge avec des morceaux de verre jonchant le sol.

Fin juin 1940, pour rassurer sa famille suite à ces événements dramatiques, Jean Moulin demande à sa secrétaire particulière, Françoise Thépault, de le photographier dans les jardins de la préfecture de Chartres. Sa blessure au cou est dissimulée par un foulard. De ces prises de vues, nous ne connaissons que quatre clichés : l'un de Jean Moulin en civil, un autre avec sa veste et son képi de préfet et deux autres avec le major von Guttingen, Feldkommandant. Ce commandant allemand, qui a réquisitionné les bâtiments de la préfecture en contraignant Jean Moulin à s'installer dans la conciergerie, a tenu à figurer sur la photographie aux côtés du préfet avec lequel il entretient des rapports corrects. Bien que cet officier allemand ne soit pas responsable des sévices subis par Jean Moulin le 17 juin, on remarque la distance qui les sépare.

Finalement, comme pour beaucoup de résistants, les photographies de Jean Moulin qui illustrent le mieux son activité clandestine sont les photos d'identité qui figurent sur ses faux-papiers⁽²⁾.

Si le portrait de Jean Moulin de l'hiver 1939, appartenant aux archives de la famille Moulin, est devenu emblématique et a été si largement reproduit pour illustrer son rôle majeur dans l'organisation de la



Portrait de Jean Moulin, hiver 1939, près de la promenade du Peyrou, aux Arceaux à Montpellier (Hérault).

Marcel Bernard, collection du Musée du général Leclerc de Haute-Normandie et de la Libération de Paris- Musée Jean Moulin (Paris Musées)

Résistance, c'est à cause de l'esthétique et de la qualité de sa composition, renvoyant à l'éternelle image du héros solitaire au destin tragique, ce qui n'apparaît pas forcément dans les autres documents à valeur historique présentés ici. ■

(1) Cf. Christine Levisse-Touzé, « Jean Moulin face à l'ennemi », in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 25, juin 2001, pp. 12-13.

(2) Une autre source est aussi exploitable : ce sont les photographies anthropométriques des résistants au moment de leur arrestation.

Papiers britanniques (certificate of registration) au nom de Joseph Mercier, fausse identité de Jean Moulin dans la Résistance, établis en 1941 à Londres.



Coll. Antoinette Sasse- Musée du général Leclerc de Haute-Normandie et de la Libération de Paris- Musée Jean Moulin (Paris Musées)

Le regard de l'ennemi

Par Bruno Leroux et Frantz Malassis

Les photographies d'arrestation et d'exécution de résistants sont rares mais il en existe. Elles émanent toutes des forces de répression, qu'elles soient allemandes ou françaises. Certains clichés sont parvenus aux organisations de Résistance par l'intermédiaire de photographes français chargés de les développer; et ont pu, dans de très rares cas, être publiés dans la presse clandestine pour rendre un hommage aux martyrs, comme on peut le voir dans le numéro 25 de *Libération Sud* daté du 1^{er} mars 1943⁽¹⁾. D'autres n'ont été découverts qu'après la Libération, parfois récupérés sur des prisonniers allemands, d'autres enfin sont réapparus bien plus tard.

Si nous connaissons plusieurs photographies représentant l'exécution de résistants français⁽²⁾, celle dite du « fusillé souriant » datant d'octobre 1944, simulacre d'exécution du résistant belfortain Georges Blind mort en déportation le 24 décembre 1944 en Haute Silésie, est restée pendant longtemps la plus marquante et la plus connue et ce pour plusieurs raisons⁽³⁾.

L'attitude même du supplicié, bravant par son large sourire le peloton d'exécution allemand prêt à faire feu, renvoyait à l'image d'une France héroïque résistant vaillamment à l'oppression nazie et ne pouvait qu'émouvoir la France de la Libération. Récupérée à la fin de l'occupation par Aloyse Ball, photographe à qui cette pellicule avait été confiée par un soldat allemand, cette image n'est pas « exploitée » par la Résistance. Publiée dans *La jeune Alsace* en mai 1945, reprise à la une du *Figaro* le 3 juillet 1945, elle devient un symbole de la Résistance française. Jusqu'aux travaux de Christophe Grudler dans les années 1990⁽⁴⁾, les circonstances de sa découverte et de sa diffusion ne permettaient ni de localiser le cliché, ni de connaître l'identité du résistant. Tout concourait pour en faire

le cliché symbole des martyrs de la Résistance. Cette image forte va être largement diffusée dans les manuels scolaires, les ouvrages historiques, les magazines en France et à l'étranger au point de devenir une icône renvoyant dans l'ombre et parfois dans l'oubli un grand nombre de photographies illustrant de façon différente la répression en France.

La photographie de l'arrestation des jeunes maquisards de Valveron (Saône-et-Loire) nous fournit un autre exemple. Le 28 mars 1944, la *Sipo-SD* de Chalon-sur-Saône, guidée par un milicien, arrête cinq jeunes maquisards installés dans le moulin désaffecté du lieu-dit Valveron, commune de Detthey. Tous seront déportés, seul le chef du groupe Paul Gueugnon, 19 ans, revient, mais il meurt quelques semaines plus tard chez ses parents. Originaires du bassin minier, ils avaient participé à plusieurs sabotages et à la libération de détenus, sous les ordres d'un instituteur de Detthey, André Colin. Sur cette photographie figurent quatre des jeunes arrêtés: Paul Gueugnon, Charles Winter, Raymond Massaroti et Louis Fridibouillot.

L'histoire de ce cliché est représentative des photographies de la répression prises par les bourreaux pour être conservées comme des trophées de guerre, mais retournées contre eux après la Libération. Il a été découvert dans la chambre du milicien Paul Vibert, interprète attaché à la *Sipo-SD* de Chalon-sur-Saône, après sa fuite de la région à l'automne 1944. Ce cliché, publié en première page du *Courrier de Saône-et-Loire* le 4 février 1945, a servi à l'enquête des policiers français chargés d'identifier et de retrouver après-guerre en Allemagne les responsables locaux des tortures et exactions



© Service Historique de la Défense

Arrestation des jeunes maquisards de Valveron (Saône-et-Loire), 28 mars 1944

subies par les résistants de Saône-et-Loire. La PJ de Dijon en fit faire un agrandissement photographique sur lequel figurent les résultats de cette enquête: à côté des noms des jeunes résistants figurent ceux, présumés, des quatre membres de la *Sipo-SD*⁽⁵⁾. ■

(1) La légende publiée en même temps que cette photographie est à ce sujet éclairante: « Un martyr parmi tant d'autres. Un jeune Français de 17 ans qui avait coupé des fils téléphoniques à Brest est exécuté par la Wehrmacht [sic]. Il est mort très courageusement ».

(2) Sans prétendre à l'exhaustivité en ce qui concerne les photographies de fusillés de la Résistance, en plus de l'exemple présenté dans cet article, on citera les quatre photographies de l'exécution de Gustave Bourreau et Émile Billon à Chef-de-Baie (Charente-Maritime) le 29 novembre 1941 conservées dans les collections du Musée d'Orbigny-Bernon de La Rochelle, (Charente-Maritime); les deux photographies de l'exécution de Lucien Brusque et d'Émile Masson, marins à Saint-Valéry-sur-Somme (Somme), le 12 novembre 1940 dans les fossés de la citadelle d'Amiens; la photographie de l'exécution de trois résistants: Alfred Delattre, Marcel Delfly et André Lefebvre, le 8 septembre 1941 à la citadelle d'Arras issue des collections de la Coupole, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais; les trois photographies de l'exécution du groupe Manouchian le 21 février 1944 au Mont-Valérien prises clandestinement par Clemens Rütger, sous-officier de la *Feldgendarmarie* et conservées à l'ECPAD.

(3) Cf. Elisabeth Pastwa, « Le fusillé souriant », in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 26, septembre 2001, pp.12-13

(4) Christophe Grudler, *Le fusillé souriant. Histoire d'une photographie*, compte d'auteur, Alsace imprimés, 1996.

(5) Jeanne Gillot-Voisin, *La Saône-et-Loire sous Hitler. Périls et violences*, Mâcon, éd. FOL, 1996, pp. 132-133. André Jeannet, *La seconde guerre mondiale en Saône-et-Loire. Occupation et résistance*, Mâcon, JPM éditions, 2003, p. 220.

Retrouvez un autre exemple commenté: les photographies de l'exécution du groupe Manouchian, récemment redécouvertes par Serge Klarsfeld, sur notre site internet www.fondationresistance.org à la rubrique « Autour d'une photographie ».

Collection du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon



Le « fusillé souriant ». Octobre 1944, dans le quatrième fossé du château de Belfort, Georges Blind sourit face au peloton d'exécution

Les « planques » et les hébergements

Par Bruno Leroux

L'aide aux personnes persécutées et pourchassées est une forme de résistance dont on pourrait penser *a priori* qu'elle n'a laissé aucune trace photographique ou au mieux des scènes de retrouvailles après-guerre n'ayant pas de valeur historique *stricto sensu*. C'était sans compter le courage de ces nombreux sauveteurs, dont la plupart n'appartenaient pas à la Résistance organisée et qui ont agi de façon spontanée et individuelle. Ils ont contribué à sauver des prisonniers de guerre évadés, des aviateurs alliés abattus, des résistants pourchassés, des juifs, des réfractaires au STO... Certains ont pris le risque de se faire prendre en photo avec leurs « protégés », acte qui va bien au-delà de la simple prise de photo-souvenir. Ces photographies représentent une promesse de survie qui permet aux sauveurs comme aux sauvés de se projeter dans l'avenir. En voici deux exemples.

Une photographie de famille banale : telle est souvent la seule trace visuelle qui subsiste du sauvetage de milliers d'enfants juifs menacés d'être déportés dans les camps d'extermination à partir de l'été 1942, et qui ont pu être cachés dans des familles françaises.

Henri Osman, dont la famille, originaire de Varsovie était venue en France dans les années 20, est né à Paris en 1937. Son destin s'est joué après la rafle du Vél d'Hiv, lorsque ses parents ont pris conscience qu'il valait mieux le confier à un couple de Livry-Gargan. Henri reste deux ans avec eux. Après la Libération, Henri rejoint ses grands-parents maternels aux États-Unis, une grande partie de la famille Osman résidant en France ayant disparu dans les camps d'extermination tandis que ses grands-parents paternels sont morts en 1942 dans le ghetto de Varsovie. Cette photographie a été retrouvée il y a quelques années par Daniel Pfefer, un des rares rescapés chez les Osman. Elle figurait au milieu d'un carton de photographies familiales appartenant à son oncle, caché comme lui pendant la guerre. Il lui a fallu toute une enquête pour identifier ce couple anonyme.

Ces aviateurs de la *Royal Air Force* appartiennent à l'équipage d'un bombardier Wellington contraint à un atterrissage forcé le 17 septembre 1942 à Alquines, près de Lumbres (Pas-de-Calais). Ils posent devant la maison de la famille Fillerin, à Renty, en compagnie de plusieurs femmes de cette famille qui se consacre au sauvetage des aviateurs au sein du réseau Pat O'Leary. L'avis de recherche de la *Kreiskommandantur* de Saint-Omer où figurent les noms de l'équipage a été ironiquement affiché sur la porte pour apparaître à l'image. Les trois Britanniques tiennent à l'emporter avec eux comme souvenir pendant leur voyage vers la zone sud, puis vers l'Angleterre qu'ils atteignent sains et saufs.

Ce sauvetage n'est pas isolé. Dès l'été 1940 Norbert Fillerin, le père de famille vient en aide à deux soldats britanniques qu'il convoie à Lyon en



Le jeune Henri Osman pose avec le couple qui le cache, à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) en 1944

© Mémorial de la Shoah C.D.J.C./coll. Daniel Pfefer

décembre. Il prend alors contact avec les services secrets britanniques et la mission du révérend Caskie à Marseille. En 1941, il peut ainsi entreprendre l'évacuation de cinq Britanniques. Suite à une trahison, le réseau nord est démantelé en décembre 1941 et ce n'est qu'en juillet 1942 que Norbert Fillerin peut retrouver un contact avec le réseau « Pat O'Leary ». Il devient alors une figure importante du réseau en zone nord, et évacue une petite dizaine d'aviateurs, prospecte en Bretagne jusqu'à son arrestation le 5 mars 1943, à la suite d'une trahison. Malgré tout, sa famille poursuit la récupération des aviateurs, tombés en plus grand nombre avec l'extension de la guerre aérienne. De juillet à décembre 1943, elle peut en évacuer une dizaine par le biais du réseau Bordeaux-Loupiac. Marguerite Fillerin, épouse de Norbert,

est arrêtée à son tour le 8 janvier 1944, mais ses filles avec l'aide de leur grand-mère parviennent à faire partir des pilotes en janvier-février 1944 par le biais d'un autre réseau. Trois aviateurs tombés et récupérés en juin 1944 restent à Renty jusqu'à la Libération. Au total, la famille a secouru 37 soldats alliés⁽¹⁾.

Cette photographie-souvenir, prise par Norbert Fillerin à l'automne 1942, enterrée dans son jardin et retrouvée par lui à son retour de déportation, est exceptionnelle. ■

(1) Cf. Bruno Leroux, *Traces de Résistance*, Fondation de la Résistance, 2011, pp. 48-49.

René Lesage, notice « Norbert Fillerin et sa famille », sur le site www.resistance62.com



Trois aviateurs britanniques rescapés d'un atterrissage forcé dans le Pas-de-Calais posent clandestinement avec leurs hébergeuses de la famille Fillerin, automne 1942.

© Centre de ressources et de documentation de La Coupole, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais

Les manifestations publiques de la Résistance Par Frantz Malassis

Des photographies de manifestations patriotiques interdites ont été prises à diverses occasions sous l'Occupation, qu'il s'agisse de rassemblements devant des monuments publics ou d'enterrements d'aviateurs alliés voire de résistants ⁽¹⁾. Des clichés à but de propagande les plus nombreux ont été pris à l'occasion du refus du STO et lors des manifestations patriotiques du 11 novembre 1943.

Le 16 février 1943, le Service du Travail Obligatoire est instauré en France. Rapidement des manifestations de protestation sont organisées par la Résistance (prise de parole dans les gares, obstruction des voies lors du départ des trains de requis...).

Le capitaine André Vincent-Beaume des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), informé par le chef de gare de Romans du passage d'un train spécial en provenance de Grenoble et à destination de Valence le 10 mars 1943 avec à son bord environ 300 requis du STO décide d'organiser une manifestation de protestation. Bien qu'organisée par la Résistance, elle a également un caractère spontané dans la mesure où beaucoup de personnes accompagnant les requis n'étaient pas au courant de cette préparation et ont augmenté le nombre des manifestants.

Cette manifestation contre le départ d'un train de requis au Service du Travail Obligatoire, semble la seule du genre à avoir donné lieu à un véritable reportage photographique clandestin.

Paul Deval ⁽²⁾, reporter au *Petit Dauphinois* est sur le toit d'un café, d'où la vue plongeante. Selon Jeanne Deval, son épouse, ces photographies ne sont pas destinées au journal mais ont été commandées par le capitaine Vincent-Beaume. Lors des prises de vues, Paul Deval a été conspué par des manifestants qui avaient peur d'être reconnus sur les photographies dont ils ignoraient la destination. Le développement est effectué au laboratoire de l'agence du journal, mais les clichés sont aussitôt cachés à la Maison des Jeunes jusqu'à la libération de Romans le 30 août 1944. En effet, le lendemain de la manifestation, le chef des Services photographiques de Vichy est venu réclamer les clichés à Jeanne Deval qui a prétendu qu'ils avaient été détruits. Ils n'ont donc pas pu être diffusés dans la presse clandestine.

Depuis la Libération, ces photographies largement publiées ⁽³⁾ sont devenues les symboles de la désobéissance civile au STO. Par conséquent, la manifestation a souvent été présentée comme un succès, comme l'atteste le texte de la plaque commémorative apposée en 1984 en gare de Romans ⁽⁴⁾. Or les archives nuancent cette vision des faits, notamment le rapport du chef de gare à ses supérieurs: le départ du train n'a été que retardé et très peu de jeunes requis ont pu s'échapper ⁽⁵⁾.

Les manifestations du 11 novembre 1943, un peu partout en France, mettent l'accent sur l'unité nationale qui a permis la victoire de 1918. Dans toutes les localités de l'Ain, les monuments aux morts



Paul Deval coll. Service Historique de la Défense

Le 10 mars 1943 à la gare de Romans-sur-Isère (Drôme), manifestation contre le départ pour l'Allemagne de jeunes requis pour le Service du Travail Obligatoire (STO). Les gendarmes viennent de relever et de tirer hors des voies un camion que les manifestants avaient renversé. Des hommes lancent de grosses pierres dans les aiguillages pour faire obstacle.

sont honorés de gerbes. La manifestation la plus célèbre reste sans conteste celle d'Oyonnax. Sous le commandement d'Henri Romans-Petit quelque cent cinquante maquisards de l'Ain, vêtus d'uniformes dérobés aux Chantiers de la Jeunesse, défilent devant la population et déposent devant le monument aux morts une gerbe en forme de Croix de Lorraine portant l'inscription « Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18 ». Véritable opération de contre-propagande, destinée à montrer que les maquis ne sont pas les « bandits » dénoncés par la presse officielle mais l'armée d'un contre-État clandestin, cette première irruption au grand jour des maquisards fait l'objet de véritables reportages photographiques. Certains clichés ont été publiés dans la presse clandestine de l'époque ⁽⁶⁾.

Une autre manifestation patriotique moins connue, a fait l'objet de prises de vues à Bourg-en-Bresse. Dans la nuit du 10 au 11 novembre 1943, malgré la présence de patrouilles allemandes, des hommes d'un corps franc sont parvenus à dresser un buste de Marianne sur le socle de la statue d'Edgar Quinet, récupérée par les Allemands pour les métaux non ferreux ⁽⁷⁾. ■

(1) Par exemple: la manifestation d'avril 1941 à Marseille en soutien à la Yougoslavie attaquée, celle du 14 juillet 1942 à Lyon (dont les photos ont été reproduites par la France libre), l'enterrement du passeur Paul Koepfler à Poligny (Jura) en 1943.

(2) Paul Deval était directeur de l'agence photo-press. Après la guerre, il fut maire de Romans (1945-1953), député de la Constituante, et vice-président du Conseil général.

(3) Après la guerre, la photothèque parisienne du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale a reçu une série de sept photos de cette manifestation aujourd'hui conservées au Service Historique de la Défense (Vincennes).

(4) « Sur ces voies, les Romains et les Péageois ont empêché le départ du train emmenant les requis pour le service du travail obligatoire en Allemagne ».

(5) Cf. Alain Coustaury, « La manifestation du 10 mars 1943 à Romans-sur-Isère », in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n°33, juin 2003, pp. 12-13. Cf. Jeanne Deval, *Les années noires, Romans-Bourg de Péage 1939-1945*, Romans, compte d'auteur, 1985.

(6) *Libération sud* n°40 du 1^{er} décembre 1943 reproduit trois photographies de ce défilé en ayant soin de flouter les visages des maquisards visibles sur la photographie.

(7) Cf. Frantz Malassis, « La photographie du buste de Marianne sur la place Edgar Quinet à Bourg-en-Bresse », in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 59, décembre 2009, p. 15.

Vous trouverez l'enquête sur l'histoire des manifestations de Marseille d'avril 1941 et de Bourg-en-Bresse du 11 novembre 1943 sur notre site internet www.fondationresistance.org à la rubrique « Autour d'une photographie ».

Les maquis

Par Frantz Malassis

Les photographies de groupes de maquisards font partie du riche corpus iconographique réalisé majoritairement après la Libération. Faites pour garder le souvenir d'une fraternité d'arme, elles témoignent du vécu d'une communauté exceptionnelle forgée dans les épreuves de la clandestinité et des combats. Certaines, plus rares, ont été prises pendant l'Occupation. C'est le cas de cette photographie de maquisards, devenue emblématique, extraite d'un reportage sur le maquis de Boussoulet (Haute-Loire). Elle a été réalisée, en mai 1944, par un photographe professionnel de Saint-Étienne⁽¹⁾ – resté anonyme – amené clandestinement par l'un des responsables de l'Armée Secrète (AS). Elle représente un groupe de réfractaires, originaires majoritairement du département de la Loire, autour de son instructeur l'aspirant Albert Oriol⁽²⁾, devant la Maison de l'Assemblée à Boussoulet.

Ces réfractaires avaient été dirigés par les responsables du mouvement Combat puis de l'AS de la Loire, vers le massif montagneux du Meygal, en Haute-Loire. Cette implantation éloignée des grands axes routiers, aux abords du village de Boussoulet et avec un lieu de repli dans la forêt avoisinante, leur offrait une existence moins exposée que dans leur région d'origine, le Forez, dépourvue de tous ces avantages naturels. Choix pertinent puisque ce groupe, avec la complicité des habitants, a échappé aux recherches de la Milice venue encercler la localité puis à un vaste ratissage effectué par des unités allemandes stationnées au Puy-en-Velay.

Depuis septembre 1943, ce groupe vivait dans la clandestinité. En mars 1944, en vue de la préparation des combats de la Libération, le capitaine Marey, chef de l'AS de la Loire, désigna comme responsable un jeune instituteur, Albert Oriol, aspirant de réserve, précédemment chef d'un groupe de jeunes de l'AS à Roanne (Loire) qui venait d'échapper à une arrestation.

L'apprentissage de l'armement – ici le maniement du pistolet mitrailleur *Sten* –, l'utilisation d'explosifs et l'entraînement en groupe de combat permirent la constitution, dès le 6 juin 1944, d'un élément opérationnel qui rejoignit la région forézienne, en vue d'y incorporer d'autres volontaires, de s'équiper et de participer au soulèvement général. Ce groupe, une fois élargi, a constitué la première unité opérationnelle de l'Armée Secrète de la Loire, baptisée « Groupe Mobile d'Opérations 18 juin » (GMO 18 juin). Dès lors, il se lance dans la lutte armée. Le 5 juillet 1944, le GMO 18 juin va connaître son baptême du feu à Saint-Maurice-en-Gourgois (Loire) où un détachement allemand tente de l'anéantir. Ce premier face à face dans le département avec les Allemands se poursuivra à Pichillon, Estivareilles, Pont-Romp, Givors (Rhône) et lors de la marche sur Lyon puis sur les Alpes. À Lyon, la 1^{re} Division Française Libre recrutera des volontaires issus de la Résistance parmi lesquels des maquisards du GMO 18 juin qui seront versés au 24^e Bataillon de Marche et se battront pour défendre Strasbourg dans l'hiver 1944, lors de la contre-attaque allemande des Ardennes. ■



Keystone - France / Gamma Rapho

La célèbre photographie des maquisards de Boussoulet (Haute-Loire) autour de leur instructeur.

Que nous apprend cette photographie ?

Une composition singulière

De par sa composition en plan serré, en légère plongée, avec les maquisards disposés en arc de cercle les yeux rivés sur la *Sten* tenue par leur instructeur, et sa netteté due à l'emploi d'un appareil photographique professionnel utilisant des plans-films de 6 X 6, cette photographie est devenue une icône de la Résistance française. Très largement reproduite depuis la Libération, elle a été souvent peu ou très mal légendée, les lieux les plus fantaisistes lui étant attribués.

La vie quotidienne des maquisards

Ce cliché nous présente des maquisards mal équipés, vêtus de tenues hétéroclites et bien souvent très usagées. Seul le chef a une tenue de type militaire, avec un blouson en cuir de type Chantier de la Jeunesse française et un béret de chasseur alpin, qui semble adaptée au quotidien de la vie d'un maquisard en moyenne montagne. Sur la table, à côté de la *Sten*, se trouvent plusieurs armes de poing de récupération (armes civiles et réglementaires) qui soulignent la faiblesse de l'armement de ce groupe en période d'instruction au printemps 1944. Les parachutages de l'été 1944 et la « récupération » de stocks de vêtements des Chantiers de la Jeunesse française permettront d'équiper ce groupe initial et toutes les recrues qui les rejoindront à partir de juin 1944.

Les intentions de son commanditaire

Cette photographie est prise en mai 1944, en pleine occupation, à l'initiative du capitaine Marey. On peut supposer que l'idée de ce responsable de l'Armée Secrète de la Haute-Loire est de montrer que les maquis ne sont pas les « bandits » dénoncés par la presse officielle mais l'armée d'un contre-État clandestin. À l'égard des Alliés, ce type de reportage renforçait aussi l'argumentaire destiné à obtenir des parachutages d'armes. On se souvient que les responsables locaux de l'Ain avaient souhaité qu'un film et de véritables reportages photographiques soient pris durant le défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax dans ce même but. Ces prises de vues avaient été transmises à Londres et les photographies, dont on avait pris soin de flouter les visages des protagonistes, étaient parues dès le mois suivant dans la presse clandestine de zone Sud. Dans le cas des photos de Boussoulet, on n'a pas à l'heure actuelle de trace d'une diffusion de ces photographies dans la presse alliée avant la Libération. On peut imaginer qu'à partir du débarquement de Normandie, et du parachutage massif d'armes qui s'ensuivit, l'objectif « propagandiste » d'un tel reportage était désormais dépassé.

(1) Cf. Le lieutenant-colonel (H) Albert Oriol-Maloire et Frantz Malassis, « La célèbre photographie des maquisards de Boussoulet autour de leur instructeur » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 24, mars 2001, pp. 14-15, complété par le

« courrier de nos lecteurs » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 25, juin 2001, p. 16.

(2) Albert Oriol (*alias* Maloire), chef d'un groupe franc en 1939-40, intègre la Résistance sur la Loire en 1942.

La Résistance photographiée à la Libération

Par Frantz Malassis

Après les combats de la Libération des villes, des cérémonies (défilés, enterrements de FFI morts pendant la Libération...) sont organisées par les autorités civiles et militaires, marquant ainsi le retour de la République. Plusieurs photographes professionnels vont réaliser de véritables reportages de ces événements. Citons notamment Jean Dieuzaide dit Yan pour Toulouse, Julia Pirotte pour Marseille, Émile Rougé pour Lyon, Israël Bidermanas *alias* Izis pour le Limousin, Robert Capa, accrédité par l'armée américaine pour le compte de *Life* (tout comme Bob Landry), qui couvre la Normandie mais aussi Chartres, Paris, Saint-Malo etc. Grâce à leurs photographies nous avons les premières images de résistants sortant de la clandestinité. Acclamés par la population en liesse, mis à l'honneur, les résistants sont photographiés avec les attributs qui marquent leur appartenance à la Résistance comme les brassards mais aussi les armes que beaucoup exhibent. Ce corpus photographique, et notamment les portraits ou les photographies de groupes très posés, permet d'analyser la façon dont les résistants veulent être perçus par le reste de la population.

Le 19 août 1944, Chartres est définitivement libérée alors que débute l'insurrection de Paris. En dépit des entraves américaines, le général de Gaulle atterrit près de Saint-Lô, le 20 août, avec la ferme intention d'obtenir d'Eisenhower qu'il donne l'ordre à la 2^e DB de marcher sur Paris.

L'ordre est enfin donné le 22 au soir et de Gaulle, qui se trouve alors à Rennes, part en direction de Paris le 23 au matin. Il s'arrête à Chartres où il prononce une allocution depuis le perron de l'Hôtel de la Poste où une estrade a été aménagée. Deux blindés arborant la croix de Lorraine, récupérés lors de la Libération de la ville, sont disposés de part et d'autre du perron de la Poste pour donner quelque décorum au discours du Général. Des FFI en armes et une fanfare complètent ce dispositif. Les femmes sont mises à l'honneur. Au pied du podium, une infirmière tient dans ses bras une

petite fille. Non loin d'elle se tient, sur les marches du perron, une jeune résistante armée d'un pistolet mitrailleur allemand et arborant sur le bras gauche un brassard orné d'un bonnet phrygien et du sigle FTPF. Un opérateur de cinéma, un photographe et un reporter de l'armée américaine, Jack Belden, sont saisis par le charme de cette amazone des temps modernes. Jack Belden lui consacre un long article dans la revue *Life* du 4 septembre 1944 (sans l'illustrer de sa photographie), numéro qui présente des photographies de Robert Capa, dont celle restée emblématique dite de «la tondue de Chartres».

En Eure-et-Loir, l'identité de cette jeune combattante est rapidement connue grâce à la presse locale qui lui rend hommage⁽¹⁾. Il s'agit de Simone Segouin, dite Nicole dans la clandestinité, une jeune combattante âgée de 18 ans, ralliée depuis six mois au groupe franc FTP du lieutenant Boursier. Par *L'indépendant d'Eure-et-Loir* du 26 août 1944 on apprend qu'elle participa à «des actions armées de convois ennemis et de trains, des attaques contre des détachements ennemis qu'elle exterminait avec ses camarades du groupe». Son dernier exploit se situe à Thivars le 20 août où elle prend part à la capture de vingt-quatre prisonniers avec son chef le lieutenant Boursier *alias* Germain et deux autres FTP. C'est alors qu'elle récupère le pistolet mitrailleur MP40 avec lequel elle pose fièrement à Chartres lors de la venue du général de Gaulle. Juste après avoir rendu les honneurs au Général, les différents groupes de résistants du département s'ébranlent vers Paris à bord de camions pris à l'ennemi. La plupart de ces résistants gagnent Paris et font leur jonction avec la 2^e DB le 25 août à six heures du matin. Entrés par le boulevard Saint-Michel, ils sont acclamés par la foule parisienne.

C'est la raison pour laquelle, un cliché présente Simone Segouin aux côtés de deux de ses camarades lors des combats insurrectionnels de la capitale⁽²⁾.

Très souvent reproduite dans des ouvrages consacrés à la Résistance, la photographie de cette



US Army

23 août 1944, lors de la visite du général de Gaulle à Chartres. Simone Segouin, dite «Nicole», pose sur les marches de l'Hôtel des Postes.

jeune combattante prise à l'occasion de la venue du général de Gaulle à Chartres est devenue un symbole de l'engagement des femmes dans la Résistance alors même que la participation des femmes à la lutte armée est très minoritaire⁽³⁾. ■

(1) Cf. Frantz Malassis, «La jeune résistante armée de Chartres», in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n°32, mars 2003, pp. 12-13.

Roger Joly, *La Libération de Chartres. Récits et témoignages rassemblés et commentés*, Paris, Le Cherche Midi, 1994, 202 p.

(2) Une de ces photographies, prise certainement le 25 août 1944 au quai d'Orsay de Paris, a été publiée du n°11 de *Life* du 11 septembre 1944 dans un article intitulé «Paris is free again» (p. 36).

(3) Signalons deux autres photographies similaires. L'une, prise en Corse en septembre 1943, représente Mathéa Pittloni le regard dans le lointain armée d'une *Sten*. Cette jeune résistante de 17 ans, assura les liaisons entre différents groupes de maquisards. Au cours d'une mission, elle parvint à mettre en échec trois soldats allemands qui l'avaient attaquée. L'autre montre Silvia Montfort, adjointe de Maurice Clavel dans la clandestinité, armée d'un pistolet.

Pistes d'exploitation pédagogique Par Hélène Staes

Les élèves peuvent retracer l'histoire d'une photographie de la Résistance sur internet ou sur d'autres supports (journaux locaux, catalogues d'expositions...). Au préalable, chacun décrit la photographie, essaie de la dater et de l'inscrire dans un contexte historique. Puis, les élèves entament une recherche documentaire pour vérifier leurs hypothèses.

Ils pourront répondre aux questions suivantes :

• **sur le contexte de création de la photographie :**
Que représente cette photographie ? Qui a pris l'image ? S'agit-il d'un opérateur militaire officiel, d'un photographe amateur, d'un soldat allemand, d'un résistant...

Où et à quelle date a-t-elle été prise ? Clandestinement ou non ? Pendant l'occupation, les combats de la Libération, ou après la Libération ? Avec quelle intention ? À la demande et à l'usage de qui ? (témoignage amateur, photographie de propagande, trophée...) Par son cadrage et son point de vue, le photographe prend position par rapport à son sujet. S'agit-il d'une contre plongée, d'une plongée, d'un plan serré... ?

• **sur son mode de diffusion :**

Cette photographie a-t-elle été diffusée ? À l'échelle nationale ou locale ? Sous quelle forme (carte postale, photo reproduite dans la presse alliée, presse française de la Libération, presse régionale ou nationale) ? Quelle est la légende de l'époque ?

• **sur les modalités de sa réception :**

Pourquoi une photographie devient-elle une illustration emblématique (esthétique de sa composition, renvoi à un fonds culturel commun, rareté par rapport au sujet présenté, puissance symbolique...) ? Ce dernier thème favorise le travail interdisciplinaire entre les professeurs d'histoire, de lettres, d'arts plastiques...

La recherche documentaire permet de découvrir et de confronter des documents de tous types (images, témoignages, textes...), de sélectionner des informations, de les hiérarchiser, et pourquoi pas d'interroger des témoins et des historiens (enquête, ouverture d'un forum sur un blog...)

Les activités de MER

l'association des amis
de la Fondation de la Résistance

Rencontres autour du CNRD et du 70^e anniversaire

Prenant pour cadre la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) et la commémoration du 70^e anniversaire de l'année 1944, de nombreuses rencontres ont été organisées par les délégués et amis de MER en région.

Le 11 mars dernier à la Mairie des Andelys, **Martine Seguela**, en coopération avec l'ONACVG de l'Eure a organisé une rencontre intergénérationnelle entre d'anciens résistants et déportés et 200 jeunes élèves, accompagnés de leurs professeurs, préparant le CNRD 2014 sur le thème de « La Libération du territoire et la refondation de la République ». Cinq résistants-déportés étaient présents dont l'épouse d'un des anciens du 15^e régiment anglais des « *Scottish* » qui libéra Les Andelys.

Les réactions des élèves témoignent de l'intérêt pédagogique de telles séances : « *ces personnes nous ont transmis leurs souvenirs de cette période difficile de l'Histoire mais aussi de leur vie* », « *Pour nous qui n'avons pas connu la guerre, il est difficile de nous rendre compte de ses atrocités et ses difficultés* », « *Rencontrer ces témoins nous a rendu les événements plus réalistes.* »

De son côté, **Jacques Jamain** a été à l'initiative, en coopération avec l'association culturelle Créa des Charente-Maritime, d'une représentation théâtrale *La Vague* réunissant une vingtaine de jeunes élèves (option théâtre du collège de La Tremblade) qui ont interprété cette pièce devant un très large public.



Photo Denise Roz

Spectacle basé sur un scénario issu d'un film sur le régime nazi (ses principes totalitaires de discipline, d'obéissance, etc.), il montre en point d'orgue combien la vigilance est aujourd'hui encore d'actualité.

Jacques Jamain auteur d'un beau livre *Mémoire d'une famille dans la Résistance et la Déportation* était présent pour évoquer, en parallèle de *La Vague*, le destin tragique de son père et de ses oncles morts en déportation ou fusillés (*notre photo*).

À l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, en partenariat avec le musée du général Leclerc de Hauteclerc et de la Libération de Paris-musée Jean Moulin, **MER** a convié le 25 juin tous ses adhérents à un colloque sur le thème : « En descendant les Champs-Élysées. 26 août 1944 ». Le sens et les principes de ce sacre républicain de Charles de Gaulle ont été analysés par **Bruno Leroux**, directeur historique de la Fondation de la Résistance. Séquence après séquence, il a confronté les images aux souvenirs des acteurs. **Christine Levisse-Touzé**, directrice des musées Leclerc-Jean Moulin a évoqué les fusillades qui ponctuèrent cette journée et troublèrent la venue de De Gaulle sur le parvis de Notre-Dame.

À Jean-Pierre Renouard

Nous avons, au fil du temps, tissé une amitié qui était hors des contingences du quotidien. Son intelligence du monde lui permettait d'écarter les sujets qu'il jugeait mineurs d'une expression lapidaire : « *qu'est-ce que vous voulez, c'est comme ça, c'est tout !* ». En revanche, cette intelligence des autres se doublait d'une immense disponibilité.

Je voudrais être la voix des professeurs dans les classes desquelles il est venu parler. Je les ai appelés pour leur annoncer le départ de Jean-Pierre avant qu'ils ne l'apprennent dans la presse. Nous avons décidé de vous raconter

comment il était devant une classe. Il venait témoigner de la déportation et il avait le talent, en quelques phrases, de dresser le pourquoi de la guerre. Les collégiens et les lycéens écoutaient, sidérés, ce monsieur élégant et distingué, les enjoindre d'étudier sérieusement l'Histoire pour pouvoir la comprendre et mieux appréhender le présent. Il intervenait devant les élèves avec un naturel stupéfiant, à la fois bourru et charmeur, sévère et plein d'humour, usant indifféremment du français et de l'anglais.

Et puis nos élèves le connaissaient aussi par ses poèmes. Tous les ans, au moment de célébrer le Printemps des Poètes de la Résistance, des jeunes choisissaient l'un de ses poèmes. Je crois qu'il en était heureux.

Enfin, l'intelligence de Jean-Pierre c'était aussi son immense curiosité. Il me questionnait sur les détenus et les déshérités dont je m'occupe. Je l'interrogeais sur sa culture de la métaphysique et là, il partait dans des domaines extraordinaires.

Je souhaite de tout mon cœur qu'il ait trouvé sa place dans l'Univers dont il parlait si bien. ●

Élisabeth Helfer-Aubrac

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » !

Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

Mémoire et Espoirs de la Résistance,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Dupleix, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



Les prochains rendez-vous de MER

**Mercredi 19 novembre 2014
à 14 h 30.**

Dans les salons de la Mairie du III^e arrondissement de Paris.
Colloque sur « *L'esprit de la Résistance dans les territoires occupés en France en 1870-71 puis dans le Nord de la France de 1914 à 1918 et de 1940 à 1944* », sous la présidence de **Gilles Perrault** auteur du Dictionnaire amoureux de la Résistance paru aux éditions Plon-Fayard.

**Lundi 24 novembre 2014
à 14 heures.**

Grand Amphithéâtre de la Sorbonne à Paris
Présentation du thème du CNRD 2014-2015 sur *Les Libérations des Camps*.

**Samedi 6 décembre 2014
à partir de 14 heures.**

Dans les Salons de la Fondation de la Résistance et de la Mémoire de la Déportation.
Rencontres et hommages autour du livre résistant.

**Mercredi 10 décembre 2014
à 15 heures.**

Au musée du général Leclerc de Hauteclerc et de la Libération de Paris- musée Jean Moulin
Christine Levisse-Touzé évoquera la Brigade Alsace Lorraine et **Charles-Louis Foulon** le discours qu'André Malraux prononça à l'occasion du transfert des cendres de Jean Moulin le 19 décembre 1964, il y a cinquante ans.

Vous trouverez plus de précisions sur ces rencontres en consultant le site memoresist.org

Vient de paraître

La présence de ces titres dans « vient de paraître » ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informé les abonnés de *La Lettre*, des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Été 1944. L'insurrection des policiers de Paris.
Christian Chevandier.
Vendémiaire, 480 p., 24 €.

L'engagement résistant dans l'Ain.
Sous la direction de Delphine Cano, conservateur départemental des Musées de l'Ain.
Catalogue de l'exposition éponyme présenté au Musée départemental d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura. Conseil général de l'Ain, conservation départementale des musées de l'Ain, 120 p., 27 €.

Jacques Vico.
Chantre de la Résistance et exceptionnel passeur de mémoire.
Sous la direction de Gérard Fourmier.
Préface de Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance.
Éditions Charles Corlet, 126 p., 19 €.

Résister en pays d'Arles. 1944-2014, 70^e anniversaire de la Libération.
Collectif.
Préface d'Hervé Schiavetti, maire d'Arles, vice-président du Conseil général des Bouches-du-Rhône.

Actes Sud/ Association du musée de la Résistance et de la Déportation d'Arles et du pays d'Arles, 176 p., 32 €.

Provence 1944.
Le Débarquement raconté par ceux qui l'ont vécu.
Jérôme Croyet.
Éditions Gaussen, 144 p., 24,50 €.

Les Compagnons de l'aube.
Archives inédites des Compagnons de la Libération.
Guillaume Piketty et Vladimir Trouplin.
Édition Textuel et ministère de la Défense, 440 p., 55 €.

1943-1944. Résistance entre Drôme des Collines et Vercors.
Jean Sauvageon, Danielle Bertrand et Maurice Bleicher.

Avant-propos de Didier Guillaume, président du conseil général de la Drôme, vice-président du Sénat. Préface de Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance. Association nationale des anciens combattants et amis de la Résistance. Comité de Romans-Bourg-de-Péage/éditions Mémoire de la Drôme, 190 p., 21 €.

« Je vais être fusillé ce matin ».
La citadelle de Besançon sous l'occupation : lieu et symbole de la répression de la Résistance en Franche-Comté (1941-1944).
Cécile Vast.
Préface de Jean-Louis Fousseret, maire de Besançon. Musée de la Résistance et de la Déportation, 84 p., 12 € ●

À lire

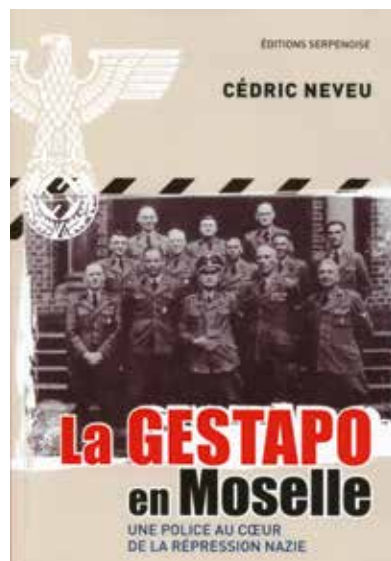
Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qu'on nous a particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

La Gestapo en Moselle. Une police au cœur de la répression nazie.
Cédric Neveu
Éditions Serpenoise, 2012, 303 p., 24 €.

Cette étude est une double nouveauté : première monographie sur un des services régionaux de la *Sipo-SD* dans la France occupée par Hitler, elle est aussi la première synthèse sur la répression des oppositions dans un des trois départements français annexés de fait au *Reich* à l'été 40. Car, dans la Moselle dotée comme l'Alsace d'un *Gauleiter*, la *Sipo-SD* joue un rôle central pendant toute la période dans le dispositif répressif, au contraire du Nord-Pas-de-Calais (rattaché au commandement militaire allemand de Bruxelles) où elle reste l'auxiliaire des militaires jusqu'en 1944, et du reste de la zone occupée où elle ne les supplante qu'au deuxième semestre 1942.

L'enjeu de l'annexion fait que l'effectif de la *Sipo-SD* détaché en Moselle (300 hommes) est

proportionnellement bien plus important que dans le reste de la France ou en Allemagne même. Ses cadres sont très expérimentés : ils ont travaillé ensemble en Sarre, ou/et fondé la *Sipo-SD* dans les Sudètes après Munich, et certains, passés par l'Université, sont des spécialistes de l'organisation. Leur tâche est de favoriser la nazification du territoire en contrôlant la société mosellane (section II) et en réprimant les opposants organisés (section III), avec le soutien de la police d'ordre (*Orpo*)



et surtout de plusieurs services de renseignement (*SD* intérieur : rapports sur la société mosellane ; *SD*-extérieur et *N-Referat* :

contre-espionnage et rapports sur les opposants).

À leurs côtés la *Kripo* (police criminelle) est chargée d'arrêter les criminels de droit commun (23,6 % des personnes arrêtées), mais aussi, à partir de 1942, d'exécuter les mesures prévues contre les éléments « asociaux » en vertu du code pénal allemand, ce qui dans l'idéologie nazie désigne aussi bien les criminels récidivistes que les vagabonds, les prostituées, les tziganes et les homosexuels. Ces derniers, contrairement à ce qui a été parfois affirmé, n'apparaissent pas comme une cible prioritaire (6 sur les 135 « asociaux » déportés).

La priorité de la *Sipo-SD*, à son arrivée, est d'épurer la Moselle d'un maximum d'éléments francophiles ou inassimilables : 202 personnes sont arrêtées pour des faits antérieurs à juin 1940 et surtout, près de 90 000 personnes sont expulsées. D'abord les Juifs, en même temps que des Nord-Africains et des Français de l'intérieur (fonctionnaires, notamment). Mais l'immense majorité est très vite constituée des Mosellans jugés francophiles ou potentiellement opposants :

membres d'associations patriotiques comme le Souvenir français, militants communistes et syndicalistes, 50 % des membres

du clergé catholique...

Ces départs, auxquels s'ajoutent la mobilisation des jeunes mosellans dans les usines du *Reich* en 1941, puis dans la *Wehrmacht* en 1942 sont compensés par l'arrivée de dizaines de milliers de travailleurs, répartis dans 112 camps surveillés par une police des usines aux effectifs fournis (2 500 hommes). La moitié sont réservés à des slaves requis de force (polonais, soviétiques et autres), considérés comme racialement inférieurs. Ils sont donc distingués par un marquage sur leur vêtement, soigneusement isolés et leurs infractions ou actes d'opposition (du vol à la fuite dans un maquis) feront tous l'objet d'une répression spécialement dure, qu'il s'agisse du recours préférentiel à l'envoi direct en camp de concentration, ou de la pratique de exécutions sommaires dans l'été 1944.

La répression des activités de la résistance mosellane et, au-delà, des manifestations d'opposition à la germanisation, obéit à deux impulsions successives. Jusqu'en 1942, elle entend prendre en compte le délai d'adaptation nécessaire pour que la population accepte son intégration au *Reich* : elle affiche des formes légales et judiciaires, ce qui se traduit par des déferements devant un tribunal local aux condamnations relativement mesurées, tant dans le cas de manifestations francophiles qu'à l'égard des filières d'aides aux prisonniers de guerre français.

Mais le contexte de la « guerre totale » à partir de 1943 amène la *Sipo-SD* à durcir radicalement les procédures, avec des cadres et structures renouvelées, dont un commando spécialisé, à l'été 1944, dans la lutte contre les « bandes ». La *Gestapo* use en particulier de l'envoi direct en camp de concentration pour certaines catégories : les résistants jugés les plus dangereux (en particulier la quasi-totalité des communistes), mais aussi des centaines de complices de l'insoumission à l'enrôlement dans la *Wehrmacht*, qu'il s'agisse de filières organisées ou de proches des réfractaires et des déserteurs. Près de 9 000 personnes sont aussi transplantées de force dans le *Reich*. Ce durcissement garde cependant un versant judiciaire : les déserteurs eux-mêmes sont traduits devant la justice militaire, parfois leurs sympathisants se retrouvent devant le Tribunal du Peuple de Berlin, lequel n'en prononce pas moins des peines capitales pour de simples incitations verbales à la désertion (p. 78).

La Moselle permet ainsi de vérifier, après la thèse de Laurent Thiery sur le Nord - Pas-de-Calais, les réelles spécificités de la répression dans chacune des zones de la France occupée. Dans le Nord « rattaché », la violence de la répression lors de certains pics chronologiques (grève des mineurs de 1941, pression de la résistance à partir de la fin 1943) a coexisté avec la volonté constante des tribunaux de la *Wehrmacht* de moduler leurs peines, non par humanisme mais pour ne pas trop s'aliéner une population destinée dans un futur plus ou moins lointain à être liée au *Reich*⁽¹⁾.

Ces contradictions se retrouvent encore plus exacerbées chez la *Sipo-SD* opérant en Moselle, d'ores et déjà intégrée dans le *Gau Westmark* avec le Sarre-Palatinat : les procédures judiciaires devant le tribunal spécial de Metz y incarnent la volonté de ménager la population pendant une phase transitoire de l'annexion, à quoi s'opposent tant les expulsions massives de 1940 que le contexte de la guerre totale qui conduit à appliquer dans toute sa rigueur la notion de « trahison » envers le *Reich* pour tout refus des Mosellans de contribuer à l'effort de guerre. Ce qui n'empêche pas la répression exercée envers les Mosellans dans ce cadre d'être surpassée en violence par le traitement infligé aux « sous-hommes » que sont les travailleurs slaves évadés.

Bruno Leroux

(1) *La répression allemande dans le Nord de la France 1940-1944*, Presses du Septentrion, 2013.

« *La Provence, Vichy, l'Occupation. Nouvelles recherches* ».

Provence historique, Tome LXIII, fascicule 252, avril-mai-juin 2013, 288 p., 12 € (à commander à la Fédération Historique de Provence – 18 rue Mirès – BP 10 099 – 13303 Marseille cedex 03).

Ce dossier, constitué d'articles issus des travaux universitaires d'étudiants dirigés par Jean-Marie Guillon comprend en particulier une étude sur M^{gr} du Bois de la Villerabel,

archevêque d'Aix-en-Provence (le seul archevêque sur les listes d'épuration) et un article très éclairant de « micro-histoire » sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans le village de La Tour d'Aigues, comparant avec finesse l'épisode magnifié du sauvetage d'aviateurs américains dans l'été 44 et l'arrestation oubliée de deux juifs à l'été 1942 par la gendarmerie française.

Le cœur de ce dossier est occupé par deux textes participant du renouvellement historiographique des études sur la répression mentionné par Jean-Marie Guillon dans son introduction générale. Consacrés l'un à la Milice des Bouches du Rhône et l'autre à la 8^e compagnie de la Division Brandebourg, leur intérêt n'est pas que régional.

C'est en effet dans les Bouches-du-Rhône qu'a lieu le premier meurtre par la résistance d'un chef de la Milice, le 24 avril 1943. Prétexte à obsèques solennelles et à un discours offensif de Darnand, il est surtout révélateur de l'isolement local de la Milice. La population lui a été hostile dès l'origine, voyant en elle l'auxiliaire de l'occupant alors même qu'elle ne l'est pas encore dans les faits : ses premières actions armées datent de la fin 1943. Pour autant qu'on puisse connaître ses effectifs (les chiffres sont peu fiables), elle semble connaître de gros problèmes de recrutement, étant obligée de se séparer de nombreux éléments « douteux » au printemps 1943 et devant puiser, l'année suivante, dans les rangs du RNP voire chez des prévenus.

Surtout, son rôle répressif, réel en 1944, ne correspond que très partiellement à son image déplorable qui lui attribue toutes les exactions commises par les collaborateurs. Si ses services de renseignement et de sécurité opèrent en liaison avec la *Sipo-SD*, et si elle opère une dizaine d'interventions contre les maquis à l'été 1944, l'acteur régional essentiel de la lutte contre les maquis est une unité très particulière : la 8^e compagnie de la division Brandebourg.

L'appellation « division Brandebourg » dissimule en fait le service Action de l'*Abwehr*, créé en octobre 1942 pour lutter contre la Résistance, et dont l'essentiel des effectifs est destiné au front de l'Est. Un « bataillon » est dépêché en France en février 1943, et passe d'abord plusieurs mois à recruter localement au sein du PPF (en particulier parmi ses membres déjà enrôlés dans le service allemand de recherches des réfractaires) et à s'entraîner. Ses actions ne sont encore que très partiellement connues. Dans la thèse à paraître de Guillaume Vieira, ce sont les effectifs, les méthodes et les actions de la 8^e compagnie,

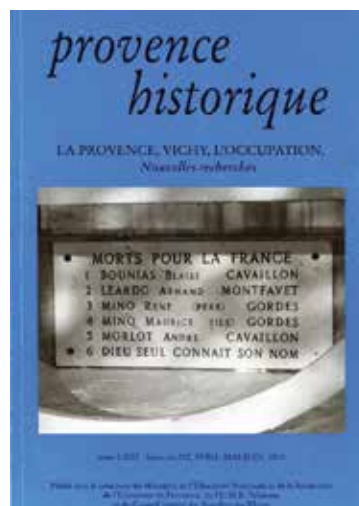
opérant principalement dans le Sud-Est, qui peuvent être retracées.

Le principe des « Brandebourg » est de conjuguer des éléments civils, chargés de se faire passer pour des réfractaires, des maquisards ou des aviateurs alliés, et des éléments militaires exécutant les opérations permises par les renseignements qu'on recueilli les premiers. L'infiltration de la population est

une méthode fréquente et redoutablement efficace des services de répression en 1943-1944 pour détecter les rassemblements de réfractaires ou les maquis. C'est, par exemple, la spécialité du « *SD-extérieur* » décrit par Cédric Neveu en Moselle et qui utilise pour ce faire des agents français appointés (*V-Mann*). La 8^e Cie Brandebourg l'utilisera au point d'arrêter le Comité de Libération des Basses-Alpes, en se faisant passer pour un groupe de maquisards venus libérer Oraison.

Dans la 8^e compagnie, les « militaires » sont aussi pour la plupart des Français, puisque son organisation repose sur le principe d'un encadrement allemand et d'une troupe « autochtone » (française surtout, mais aussi espagnole). Les cadres (une dizaine, dont plusieurs ont un doctorat) ont tous une expérience antérieure de la lutte anti-guérilla en Yougoslavie, à l'Est, voire auparavant en Espagne. C'est donc une unité hautement spécialisée qui est au cœur du dispositif coordonné de lutte contre les maquis dans tout le Sud-Est en 1944 : elle opère avec la *Wehrmacht*, la *Sipo-SD* ou la *Geheime Feldpolizei* et intervient dans de nombreux départements de part et d'autre du Rhône, se faisant remarquer par sa violence. Elle inaugure les exécutions sommaires contre les maquisards dans le Sud de la France (à Signes, le 2 janvier 1944). Ces massacres atteindront un pic pendant l'été, où elle est sans cesse en action, systématiques contre les résistants mais incluant aussi des otages, et souvent accompagnés de tortures. C'est en effet elle qui interroge en premier les personnes arrêtées, avec plus de férocité encore que la *Gestapo* (mutilations) ; elle incendie aussi de nombreuses fermes. Au total, elle est responsable de 235 meurtres, rien qu'en Provence. La connaissance de cette unité est un exemple de plus du sens profond de la multiplication des services répressifs allemands en France occupée : elle obéit à une logique d'adaptation continue au terrain local et à l'évolution de la résistance, et la concurrence entre services y est bien moins importante que leur faculté à se coordonner, quels que soient les rapports de force entre eux, pour parvenir à une action cumulée. ●

Bruno Leroux



Activités du département documentation et publications

Remise du fonds Charles Godard aux Archives nationales grâce à la commission archives

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾.

Dernier fruit de la collecte ainsi engagée, la « commission archives » a pu, au cours de ces derniers mois, permettre le don aux Archives nationales d'un fonds d'archives peu commun sur l'engagement et le parcours de Charles Godard, un civil Français Libre au Levant.

Charles Godard est né en février 1899 à Paris. En 1917, il est reçu à l'École Centrale des Arts et Manufactures avant d'être mobilisé. Rapidement rendu à la vie civile il achève sa formation d'ingénieur. En 1920-1921 il termine son service militaire comme officier instructeur à l'École d'application d'artillerie de Fontainebleau. Il débute ensuite sa carrière aux Chemins de fer du Maroc avant d'entrer, en 1925, au Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis. En 1933, Charles Godard quitte le Sénégal pour rejoindre la Compagnie du Chemin de fer de Damas-Hama et Prolongements (DHP) qui exploitait diverses lignes en Syrie et au Liban. En 1934, il part pour Alep.

En 1939, capitaine de réserve d'artillerie coloniale il est affecté à l'état-major du général Weygand, commandant en chef de l'Armée d'Orient, en qualité de spécialiste des transports, ce qui l'amène à effectuer plusieurs missions officielles en Turquie.

Dès l'Armistice de juin 1940, il manifeste une attitude anti-allemande. Il profite alors de ses contacts antérieurs avec les autorités britanniques pour leur fournir des renseignements par le biais de leurs services consulaires d'Alep, puis, après la fermeture des consulats anglais, par celui du consulat américain.

En juillet 1941, après le passage du Levant sous contrôle gaulliste, Charles Godard rejoint la France libre alors que la convention de Saint-Jean d'Acre autorisait les civils français à demeurer au Levant sans prendre parti.

En 1942, il retourne à Beyrouth comme directeur-adjoint de la Compagnie du Chemin de fer DHP. Spécialiste des transports il apporte sa contribution à l'effort de guerre en fournissant des études à l'état-major britannique du Caire.

Le 25 mai 1943, il adhère à l'Union des Ingénieurs et techniciens de la France Combattante.

De mai à décembre 1945, il entreprend l'écriture d'un historique des événements survenus dans les pays sous mandat français au Levant qu'il intitule *Au Levant de 1939 à 1946*. Dans cet ouvrage resté inédit, et dont il existe une version manuscrite et deux versions dactylographiées, Charles Godard revient de façon très détaillée sur les moments-clés de cette histoire peu connue : les réactions de la colonie française du Levant à la demande d'armistice, le ralliement à Pétain en juin 1940, la collaboration entre le général Dentz et les Allemands en mai 1941 (avec un témoignage personnel sur les acheminements de trains de matériel militaire français vers l'Irak en révolte contre les Anglais), la guerre fratricide de Syrie en juin-juillet 1941 et le passage sous contrôle de la France libre. Il aborde également les deux grandes crises du mandat sous la France libre : la crise de novembre 1943 au Liban et la crise de mai-juin 1944 en Syrie avec un récit détaillé des incidents survenus après l'arrivée du général Beynet.

En juillet dernier, par l'intermédiaire de notre directeur général le préfet Victor Convert, la « commission archives » a été contactée par Melle Aline Godard, qui nous a proposé l'ensemble des archives de son père relatives à son action au Levant. Après expertise, d'un commun accord avec Melle Aline Godard et les membres de la « commission archives », ce fonds d'archives a été donné aux Archives nationales.



Collection particulière famille Godard

En plus, d'un original de la dernière version de son ouvrage *Au Levant de 1939 à 1946*, les archives de Charles Godard sont constituées de la documentation dont il disposait à l'époque pour le rédiger et pour s'informer des événements auxquels il prenait part. Ainsi à côté des collections de journaux de la France libre comme *Combat d'Alger* (*Hebdomadaire du Mouvement et de Libération de rénovation française*) ou *La Marseillaise* (*Hebdomadaire paraissant simultanément à Londres et au Caire*) se trouvent de nombreux exemplaires de la presse publiée au Levant, tels *En Route* (*Bulletin des Forces françaises libres au Levant*), *France Orient* (*Revue de la culture française. Publiée par les services français d'information*) ou bien *France Toujours* (*Organe du Comité national français d'Égypte*). Le fonds contient aussi des dizaines d'opuscules diffusés par la France combattante. Signalons, enfin un intéressant dossier sur l'Union des ingénieurs et techniciens de la France Combattante-Section du Levant : statut, bulletins, rapport sur le « Congrès technique de la France au Combat. Alger le 16-19 mars 1944 organisé par l'Union des Ingénieurs et techniciens français ».

En 1946, Charles Godard rentre en France pour commencer une carrière de directeur technico-commercial chez de Dietrich, société de matériel ferroviaire, jusqu'à sa retraite en 1966. Il décède en 1978. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (01 47 05 67 87).

Les Rendez-vous de l'Histoire à Blois

Comme chaque année, la Fondation de la Résistance sera présente aux « Rendez-vous de l'histoire à Blois » qui attirent depuis plus de quinze ans des dizaines de milliers de visiteurs venus de toute la France et bénéficie d'une importante couverture médiatique. L'édition 2014, qui se déroulera du 10 au 12 octobre 2014, sera consacrée au thème « Les Rebelles ».

Au Salon du livre d'histoire seront disponibles sur le stand de la Fondation l'ensemble des productions éditées par la Fondation et l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance. Les visiteurs, notamment les très nombreux enseignants attendus, pourront en particulier se procurer les dossiers thématiques de la *Lettre de la Fondation* en lien avec les programmes du secondaire et les brochures pédagogiques sur les thèmes du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Le débat organisé traditionnellement par la Fondation aura lieu le dimanche 12 octobre 2014, de 9 h 30 à 11 h 00, salle Kléber-Loustau du Conseil général (en face du salon du Livre d'histoire). Il aura pour thème *La répression de la Résistance par les Allemands : une approche renouvelée (zone occupée, Nord rattaché, Alsace-Moselle annexée)*. Ses participants seront : Antoine Prost (modérateur), Thomas Fontaine (auteur d'une thèse encore inédite sur les déportations de répression), Jean-Marie Guillon (professeur émérite à l'université d'Aix-Marseille), Cédric Neveu (pour son ouvrage sur *La Gestapo en Moselle*) et Laurent Thiery (auteur d'une thèse sur la répression allemande dans le Nord-Pas-de-Calais, rattaché au commandement militaire allemand de Bruxelles). ●